

VINCI

Société Anonyme

1, cours Ferdinand-de-Lesseps
92851 Rueil-Malmaison Cedex

**Rapport complémentaire des commissaires
aux comptes sur l'augmentation du capital
avec suppression du droit préférentiel de
souscription réservée, aux salariés de VINCI
et de ses filiales françaises dans le cadre du
Plan d'Epargne du Groupe en France**

Décision du Conseil d'administration du 5 février 2014

KPMG Audit IS
3, cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

VINCI

Société Anonyme

1, cours Ferdinand-de-Lesseps
92851 Rueil-Malmaison Cedex

Rapport complémentaire des commissaires aux comptes sur l'augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises dans le cadre du Plan d'Épargne du Groupe en France

Décision du Conseil d'administration du 5 février 2014

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application des dispositions de l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous vous présentons un rapport complémentaire au rapport du 8 mars 2012 émis par DELOITTE & ASSOCIES et KPMG AUDIT – Département de KPMG S.A. sur l'augmentation du capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises dans le cadre du Plan d'Épargne du Groupe, autorisée par votre Assemblée générale mixte du 12 avril 2012.

Cette Assemblée avait délégué à votre Conseil d'administration la compétence pour décider d'une telle opération, en une ou plusieurs fois, dans un délai de 26 mois, et dans la limite de 2% du nombre des actions composant le capital social au moment où le Conseil d'administration prendrait sa décision et d'un prix de souscription ne pouvant être inférieur à 90% de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration.

Faisant usage de cette délégation, votre Conseil d'administration a décidé, dans sa séance du 5 février 2014, de procéder à une augmentation du capital d'un montant maximal de 5 715 617,50 € par l'émission d'un nombre maximum de 2 286 247 actions nouvelles réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises et souscrites par l'intermédiaire du fonds commun de placement d'entreprise FCPE Castor Relais 2014/2. Le président-directeur général, sur délégation du Conseil d'administration, pourra réduire le nombre d'actions à émettre ou annuler l'opération si ce plafond de 2% est atteint, compte tenu des actions susceptibles d'être souscrites d'ici le 30 avril 2014 dans le cadre de l'émission décidée par le Conseil d'administration du 16 octobre 2013.

Le prix de souscription a été fixé à 95% de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse ayant précédé le 5 février 2014, soit 46,11 €, comprenant une prime d'émission de 43,61 €, étant rappelé que la valeur nominale de l'action est de 2,50 €. La période de souscription de cette opération a été fixée du 2 mai 2014 au 29 août 2014.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport complémentaire conformément aux articles R. 225-115 et R. 225-116 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont notamment consisté à vérifier :

- la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 arrêtés par le Conseil d'administration du 5 février 2014. Ces comptes ont fait l'objet d'un audit par nos soins selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ;
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par l'Assemblée générale ;
- les informations données dans le rapport complémentaire du Conseil d'administration sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission et son montant définitif.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité des informations chiffrées tirées de ces comptes et données dans le rapport complémentaire du Conseil d'administration, étant précisé que les comptes consolidés n'ont pas encore été approuvés par l'Assemblée générale ;
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par votre Assemblée générale mixte du 12 avril 2012 et des indications fournies aux actionnaires ;
- le choix des éléments de calcul du prix d'émission et son montant définitif ;
- la présentation de l'incidence de l'émission sur la situation des titulaires de titres de capital appréciée par rapport aux capitaux propres et sur la valeur boursière de l'action ;
- la suppression du droit préférentiel de souscription sur laquelle vous vous êtes précédemment prononcés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 10 février 2014

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit IS

Deloitte & Associés



Jay Nirsimloo



Philippe Bourhis



Alain Pons



Marc de Villartay